

Débats – Rebonds (page 22)**« L'armée birmane fait-elle le printemps ? »****Par RENAUD EGRETEAU, Chercheur à l'université de Hongkong**

Après une «révolution safran» avortée en 2007, l'on avance désormais l'hypothèse d'un «printemps birman». De surprenants changements sont intervenus ces derniers mois en Birmanie, de la libération de prisonniers politiques à l'émergence d'autorités civiles en passant par l'adoption de lois autorisant le droit de grève ou la diffusion de langues régionales. A la différence du monde arabo-musulman, ces bouleversements institutionnels sont initiés par le pouvoir, et non poussés par une population rebelle ou un monde extérieur interventionniste.

Certes, l'évolution de la société birmane depuis le passage du cyclone Nargis en 2008 y a fortement contribué. Il y a en Birmanie une société civile, essentiellement urbaine, en pleine effervescence. ONG, associations religieuses, think tanks et médias birmans s'émanent d'une censure peu à peu assouplie. Tous participent à l'émergence de débats publics auxquels la hiérarchie de l'armée ne se montre plus aussi hostile que sous l'ère du désormais retraité Than Shwe. Au sein du Parlement formé après les élections contestées de novembre 2010, les questions qui fâchent (spoliation de terres par l'armée, légalisation des syndicats) sont posées avec plus d'assurance par les députés d'une opposition «légal».

Révélatrices cependant des divisions des opposants birmans, cet élan législatif novateur est porté par une opposition minoritaire, celle qui a fait le choix controversé de participer au jeu constitutionnel de l'ex-junte. Surtout, certaines de ces propositions ont été soutenues par les éléments non-élus du Parlement, à savoir par les députés militaires nommés par l'armée. La Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi, toujours illégale, ne participe au débat qu'à la marge. D'où l'attitude conciliante envers le gouvernement du président Thein Sein de M^{me} Suu Kyi qui cherche à faire revenir dans le jeu «légal» son courant politique.

Mais l'institution militaire, colonne vertébrale du pays depuis les années 50, maîtrise seule, la transition. Depuis 2003, l'armée veut imposer le concept de «démocratie disciplinée» afin de briser son image dictatoriale et d'assurer ses intérêts. Et il faut bien constater que chacune des étapes de son agenda transitionnel fut franchie. La figure entravante du vieux Than Shwe dans l'ombre, c'est maintenant l'ex-général Thein Sein qui s'approprie le processus de transition dont il a été l'un des principaux penseurs depuis la purge en 2004 du général Khin Nyunt. Ce fut bien Thein Sein qui dirigea les débats de l'Assemblée constituante réunie en Convention nationale entre 2004 et 2007. Et il dirigea la rédaction de la Constitution de 2008 qui lui donne aujourd'hui les clés du pouvoir.

Thein Sein ne s'est pourtant pas converti en démocrate. Montesquieu le tancerait plutôt en «despote éclairé». Et c'est là tout le dilemme idéologique auquel les oppositions birmanes - et la communauté internationale - sont confrontées. Un «autocratisme éclairé» peut-il être acceptable en Birmanie ? Car les récentes mutations laissent entendre qu'au sein des élites militaires une mouvance progressiste s'affirme sous la direction d'un nouveau triumvirat : le président Thein Sein, secondé par l'ancien chef d'état-major et désormais président de l'Assemblée législative Shwe Mann, ainsi que du très discret général Min Aung

Hlaing, nouveau commandant en chef des forces armées. Tant que peuvent s'entendre ces trois hommes, alors les perspectives de coups d'Etat seront minimisées et les efforts de réformes pourront être approfondis.

Mais il n'est pas question pour ces nouveaux dirigeants issus du même socle militaire de stériliser l'influence de l'armée par une démocratisation débridée, ni de remettre en cause son statut de garant primordial de l'unité de la nation. Si une saine transition vers un pluralisme politique apparaît enfin enclenchée, sa consolidation demeure très dépendante des tensions internes à cette élite militaire tiraillée par ses rivalités d'officiers et de clans familiaux, et surtout ses clientélismes oligarchiques qui explosent dans un contexte d'afflux massif - et contesté - d'investissements chinois, indiens ou thaïlandais.

Les oppositions birmanes et la communauté internationale ne doivent donc pas se tromper de rôle : elles doivent accompagner, avec force critique, cette transition par le haut, et non la dénoncer comme poudre aux yeux. Jeter les bases d'une plus juste gouvernance, pallier les déficiences d'une économie engluée dans le sous-développement ou révolutionner un système éducatif aux carences pitoyables ne s'improvise pas. Surtout pour un ancien général birman ayant fait carrière dans les bureaux d'une administration militaire aux traditions viscéralement narcissiques et xénophobes. Sans l'aide des instances financières internationales, sans l'apport d'expertises extérieures dans les domaines de la santé, de l'éducation, ou de la justice, le nouveau pouvoir ne pourra empêcher la Birmanie de retomber dans ses travers féodaux. Il ne faut pas gâcher l'opportunité offerte par ce processus transitionnel, certes amorcé et contrôlé par le haut et non exempt de contradictions, mais qui ne pourra être consolidé que par une longue phase de démocratisation par le bas, par le développement et le dialogue.

Dernier ouvrage paru : « Histoire de la Birmanie contemporaine : le pays des prétoriens », Paris, Fayard, 2010.

Pour citer cet article : Egreteau, Renaud, « L'armée birmane fait-elle le printemps ? », Libération, 1^{er} novembre 2011, p. 22.